

Dans une de ces remarques, le ministre a dit que le NPD aimerait laisser le Grand Nord au frigo—que notre parti préférerait empêcher radicalement l'exportation des matières premières de cette région. C'est tout simplement faux. Cela montre bien que le ministre n'a rien compris aux arguments développés hier par le chef de notre parti dans son intervention.

Je me permets d'attirer l'attention de la Chambre sur le texte de la motion proposée par l'opposition officielle et que nous étudions actuellement. La dernière partie de cette motion déclare:

...et cette Chambre blâme le gouvernement de ne pas avoir mis en œuvre pour le Nord une politique bien canadienne tenant compte des ressources naturelles, humaines et financières et recommande l'adoption immédiate de politiques appropriées qui susciteront un tel développement dans cette région.

Notre parti a présenté un amendement à cette motion et je voudrais le verser au dossier parce que c'est le 2<sup>e</sup> jour du débat et certains députés pourraient l'avoir oublié. Voici la motion avec notre amendement:

Et cette Chambre blâme le gouvernement de ne pas avoir mis en œuvre pour le Nord une politique bien canadienne tenant compte des ressources naturelles, humaines et financières, et recommande l'adoption immédiate de politiques appropriées qui tiendraient compte des dangers pour l'environnement, du problème de la propriété étrangère, des besoins futurs du Canada, et des droits fondamentaux et préexistants de la population indigène des territoires, et notamment ses demandes relatives à un règlement qui reconnaîtrait leur droit sur les terres et les ressources qui s'y trouvent.

Quand nous parlons du Nord du Canada, nous parlons d'une région qui représente environ 40 p. 100 de l'ensemble des territoires canadiens. Elle est peu peuplée et difficile d'accès. Elle renferme de vastes réserves de ressources minérales et autres, en grande partie inexploitées du fait de son climat extrêmement rigoureux et de son isolement des marchés facilement accessibles.

En étudiant le développement du Canada depuis 100 ans, nous constatons que les gouvernements successifs ont fait bien des erreurs graves et désastreuses dans la mise en valeur de nos ressources. Citons un exemple tout récent: la vente à rabais des ressources hydrauliques du fleuve Columbia aux États-Unis, à des conditions pour le moins scandaleuses compte tenu de leur valeur aujourd'hui. Toute notre économie canadienne est compromise par ce qu'ont fait les divers gouvernements dans le passé. Jamais ils n'ont fixé d'objectifs nationaux pour une mise en valeur ordonnée et sensée de notre nation. Mais le Nord du Canada n'a pour ainsi dire pas encore été touché: nous avons donc l'occasion de planifier comme nous aurions dû le faire pour la nation tout entière. Nous avons l'occasion d'éviter les erreurs commises dans la planification de la mise en valeur des ressources ailleurs au Canada. Tout indique, toutefois, que le gouvernement actuel s'aventure, comme d'habitude, sans aucun plan réel ou ligne de conduite pour les vastes régions septentrionales. C'est regrettable, car sans la mise en œuvre d'une planification complète et adaptée, nous ne pourrions pas éviter dans le Nord les mêmes stupides bévues que nous avons commises ailleurs dans le domaine des ressources.

L'attitude traditionnelle dans l'expansion des ressources dans le Nord est une ambition cupide et inconsidérée d'exploitation, surtout de nos ressources minières. Le but

[M. Harding.]

principal semble être de les extraire et de les expédier vers d'autres pays pour la transformation. Dans la mise en valeur des ressources, on ne manifeste aucune intention de les traiter au Canada ou d'établir des centres qui vivraient de l'activité de transformation. L'indifférence à l'égard de l'environnement de ces régions, des populations indigènes et des futurs besoins des Canadiens en ressources prouve hors de tout doute que le gouvernement agit exactement comme on l'a fait dans d'autres régions du pays à une époque antérieure. En plus de permettre à des intérêts étrangers de s'emparer de nos plus riches ressources minières, nous subventionnons leur activité. J'espère que les Canadiens se rendront bientôt compte que le gouvernement actuel encourage de propos délibéré une mainmise étrangère accrue sur nos ressources naturelles, notamment dans le Nord du Canada.

• (4.50 p.m.)

Nous constatons avec intérêt qu'en 1969, 64 p. 100 des minéraux étaient exploités dans le Nord par des entreprises étrangères. La majeure partie de cette production était expédiée à l'étranger, en dépit du fait que la plupart des compagnies en cause recevaient des subventions importantes du gouvernement. L'inaction du gouvernement, qui n'exige pas qu'une transformation quelconque des matières premières s'effectue au Canada, est un scandale national.

Dans un discours antérieur, j'avais signalé que l'exploration du pétrole dans le Nord avait connu un regain d'activité au début des années 60, mais qu'elle avait diminué lentement jusqu'à l'importante découverte du gisement de Prudhoe Bay en Alaska. Cette découverte a provoqué des recherches extraordinaires dans le Nord du Canada. Des permis d'exploration ont rapidement été accordés pour une superficie supplémentaire de 250 millions d'acres et, au début de 1970, nous avons constaté que plus de 440 millions d'acres étaient réservées en vertu de permis qui englobent effectivement tous les gisements de pétrole qui pourraient se trouver dans le Nord. Il est encore intéressant de noter que 60 p. 100 des terres détenues aux termes des permis d'exploration de pétrole dans le Nord du Canada le sont par des entreprises sous domination étrangère.

Considérons maintenant ce qu'a fait le gouvernement fédéral en vue d'encourager l'intégration de la population indigène dans l'activité économique septentrionale en plein essor. Nous constatons que la population indigène ou autochtone qui comprend les Indiens, les Esquimaux et les Métis représente environ 43 p. 100 de la population globale des Territoires. Selon le recensement de 1966, la population indigène représentait environ 17 p. 100 de la population globale du Yukon et environ 63 p. 100 de celle des Territoires du Nord-Ouest.

Dans l'industrie minière cependant, l'effectif ouvrier ne compte que 4½ p. 100 d'indigènes. En 1968, il y avait en exploitation au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest 11 mines qui employaient au total 2,002 ouvriers, dont 91 travailleurs indigènes, soit 4½ p. 100 du total. Il y en avait 28 sur 820 au Yukon et 63 sur 1,182 dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est un terrible réquisitoire contre les politiques d'intégration du gouvernement actuel et contre les sociétés minières qui ont envahi le